



## Assemblée générale

Distr.  
LIMITÉE

A/HRC/S-7/L.1  
14 mai 2008

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME  
Septième session extraordinaire  
22 mai 2008

### Cuba: projet de résolution

**7/... L'impact négatif sur la réalisation du droit à l'alimentation résultant de  
l'aggravation de la crise mondiale de l'alimentation causée, entre autres,  
par la grave augmentation des prix de l'alimentation**

*Le Conseil des droits de l'homme,*

*Rappelant* toutes les résolutions et décisions antérieures sur la question du droit à l'alimentation, adoptées dans le cadre des Nations Unies, en particulier par l'Assemblée générale dans sa résolution 62/164 en date du 18 décembre 2007 et le Conseil des droits de l'homme dans sa résolution 7/14 en date du 27 mars 2008,

*Rappelant également* la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui dispose que toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé et son bien-être, y compris son alimentation, la Déclaration universelle pour l'élimination définitive de la faim et de la malnutrition et la Déclaration du Millénaire,

*Rappelant* en outre le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, qui énonce le droit fondamental qu'a toute personne d'être à l'abri de la faim,

*Ayant à l'esprit* la Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale et le Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation, ainsi que la Déclaration du Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans après, adoptée à Rome le 13 juin 2002,

*Reprenant* les recommandations pratiques contenues dans les Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, adoptées par le Conseil de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture en novembre 2004,

*Réaffirmant également* que tous les droits de l'homme sont universels, indissociables, interdépendants et intimement liés, et qu'ils doivent être traités globalement, de manière juste et égale, sur un pied d'égalité et avec la même priorité,

*Réaffirmant en outre* que l'instauration, aux niveaux national et international, d'un environnement politique, social et économique pacifique, stable et favorable est indispensable pour que les États puissent accorder la priorité qui convient à la sécurité alimentaire et à l'élimination de la pauvreté,

*Reconnaissant* que l'aggravation de la crise alimentaire mondiale, causée entre autres par les hausses massives des prix des denrées alimentaires, crée une situation dans laquelle le droit à une alimentation adéquate risque de ne pas être respecté à une échelle sans précédent,

1. *Se déclare* gravement préoccupé par l'aggravation de la crise alimentaire mondiale, causée entre autres par les hausses massives des prix des denrées alimentaires, qui compromet gravement la réalisation du droit à l'alimentation pour tous;

2. *Engage* les États Membres et les autres parties prenantes concernées à participer activement à la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale: les défis du changement climatique et des bioénergies, devant se tenir du 3 au 5 juin 2008 à Rome, organisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture;

3. *Prie* le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation d'assister à la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale et d'y présenter une contribution écrite, de manière à favoriser la prise en compte des droits de l'homme dans l'analyse des crises alimentaires mondiales, en privilégiant la réalisation du droit à l'alimentation;

4. *Invite* l'Assemblée générale à envisager de convoquer le plus rapidement possible une session extraordinaire pour prendre les décisions requises en vue de faire face rapidement à la situation d'urgence engendrée par l'aggravation de la crise alimentaire mondiale, en tenant compte des résultats et des recommandations de la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale;

5. *Prie* le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation de continuer de rendre compte des développements relatifs à cette question au Conseil et à l'Assemblée générale.

-----